

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
25 rue des Ailes
ZA les Papillons
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 30/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HGP (EX-API)

ZI de la Boitardière
37400 Amboise

Références : 2025 / 36
Code AIOT : 0010006350

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2024 dans l'établissement HGP (EX-API) implanté 1, rue Théodore Coupier ZI la Boitardière Est 37400 Amboise. L'inspection a été annoncée le 22/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HGP (EX-API)
- 1, rue Théodore Coupier ZI la Boitardière Est 37400 Amboise
- Code AIOT : 0010006350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

- Situation de l'entreprise :

L'établissement HGP (ex-API) exerce des activités de travail mécanique de métaux avant passage dans un tunnel de dégraissage et application de peinture poudre.

- Point sur le classement de l'établissement :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 17536 du 7 octobre 2004.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

2565-2.a : revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique par procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ou de cyanures), le volume des cuves affectées au traitement étant de 6 000 l (régime de l'enregistrement) ;

2940-3.b : application, cuisson, séchage de peinture (procédé mettant en œuvre des poudres organiques), la quantité maximale de produit mise en œuvre étant de 100 kg/j (régime de la déclaration avec contrôle périodique);

2560.2 : travail mécanique des métaux, la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant de 280 kW.

En ce qui concerne la rubrique 2565-2.a, l'inspection précise qu'en raison d'une évolution de la nomenclature ICPE (décret n° 2019-292 du 09/04/2019), la société HGP relève à présent du régime de l'enregistrement.

- Modification des installations :

Les établissements API et HGP ont fusionné en 2022 pour devenir uniquement HGP, filiale à 100 % de L-ACOUSTICS, leader mondial dans la production de systèmes d'acoustiques professionnels (enceintes destinées au secteur de l'évènementiel).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
3	Remise des déchets à une personne autorisée	Code de l'environnement du 29/06/2022, article L. 541-2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
4	Rejet des eaux pluviales (partie traitement de surfaces)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 29	/	Demande d'action corrective	2 mois
5	Réseau de collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 5.3	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	(partie travail mécanique des métaux)				
8	Capacité de rétention des stockages	Arrêté Préfectoral du 07/10/2004, article 3.1.7.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/10/2004, article 3.5.3.6	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
11	Moyen d'intervention / Ressource en eau en cas d'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Demande d'action corrective	2 mois
12	Bassin de confinement (partie traitement de surfaces)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-III	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
13	Isolement du réseau de collecte (partie travail mécanique des métaux)	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.11	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification des installations classées	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article R.512-46-23 paragraphe II	/	Sans objet
6	Plan des cuves	Arrêté Ministériel du	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	de l'installation (traitement de surfaces)	09/04/2019, article 10		
7	Connaissance des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits lors de cette inspection sont repris au sein des tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article R.512-46-23 paragraphe II
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations classées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier en date du 8 juin 2022, la société API a exposé son projet de fusion-absorption des deux sociétés voisine API et HGP, toutes deux filiales du groupe L-ACOUSTICS, suivi, par courrier du 24 janvier 2023, d'une demande de changement d'exploitant de la société API au profit de la société HGP, elle-même accompagnée de divers documents de constitution du dossier. Le site ainsi constitué comporte 5300 m² de bâtiments répartis en deux blocs sur 12 parcelles cadastrales représentant 11400 m².</p> <p>Des éléments d'information complémentaires sollicités par l'inspection ont été versés au dossier consécutivement, leur cohérence ayant été confirmée sur site lors de la présente inspection.</p> <p>Les pièces suivantes attendues ont notamment été fournies en complément :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan cadastral des parcelles concernées par le nouveau périmètre constitué par la fusion des deux sites HGP (ex-API, régime A, et HGP régimeD) ; - un plan d'ensemble des installations de l'établissement fusionné ; - un plan de répartition des ateliers et des principaux équipements au sein des bâtiments ; - un plan des réseaux de circulation des eaux pluviales et dispositifs de traitement et d'obturation associés ; - le bilan du classement des activités mis à jour au regard de l'évolution des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; - une étude D9 et D9A selon le guide technique de l'inéris ou tout référentiel équivalent, pour le site après fusion, permettant de déterminer les besoins en eau du site pour l'intervention en cas

<p>d'incendie et la capacité nécessaire de confinement des eaux d'extinction et écoulements pollués ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens à disposition pour satisfaire aux conclusions des études ci-dessus ou à défaut les actions prévues pour y répondre. <p>Le dossier ainsi constitué est jugé complet et permet de donner suite au projet de fusion par la proposition au préfet d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Registre des déchets sortants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...] <p>;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est

<p>expédié ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a confirmé l'utilisation de trackdéchets, pièces justificatives à l'appui. Le registre de gestion des déchets a été présenté par l'exploitant. Les informations enregistrées ont été confrontées aux informations enregistrées sur le bordereau d'élimination n° 20240307-45MWYKCB1 du 12 mars 2024 pour la prise en charge et l'élimination de 10,82 tonnes de bain de dégraissage usagé sous le code déchet 11 01 06*. La prise en charge de ce déchet a été effectuée par la société SOA, et l'élimination a été réalisée par la société SARP sous le code d'élimination R5 correspondant à une étape de recyclage/retraitement. L'ensemble des informations attendues est enregistré au sein de ce document, excepté, de manière systématique, les quantités réelles et estimées, l'astérisque associé au code déchet désignant un déchet dangereux, ainsi que le code déchet correspondant à l'étape d'élimination finale.</p> <p>=> Le registre de gestion des déchets doit être complété afin que les quantités réelles et estimées, l'astérisque associé au code déchet désignant un déchet dangereux, ainsi que le code déchet correspondant à l'étape d'élimination finale soient renseignés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Remise des déchets à une personne autorisée

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/06/2022, article L. 541-2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Remise des déchets à une personne autorisée</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p>

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
Constats : L'exploitant a justifié des autorisations de la société SOA par la présentation de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la société et récépissé de transport. En revanche, il n'a pas été en mesure de présenter de justificatif de l'autorisation de la société SARP intervenue lors de l'élimination de bain de dégraissage consécutif à l'enlèvement du 12 mars 2024. => L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'autorisation de l'ensemble des acteurs intervenant dans la chaîne d'élimination des déchets issus de son installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Rejet des eaux pluviales (partie traitement de surfaces)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales (partie traitement de surfaces)
Prescription contrôlée : En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 33 avant rejet au milieu naturel.
Constats : Le plan des réseaux de circulation des eaux pluviales de l'établissement fusionné a été communiqué et examiné lors de l'inspection. Trois points de rejet sont notamment identifiés, dont deux associés à la partie du réseau correspondant au bâtiment accueillant les installations de traitement de surface et d'application de peinture. Ces deux exutoires sont équipés, chacun, d'un séparateur à hydrocarbure. Par ailleurs, les rejets aqueux industriels sont seulement composés des eaux résiduares issues de l'osmoseur. La dernière campagne de mesure réalisée par le laboratoire INOVALYS le 24 septembre 2024 confirme le respect des valeurs limites d'émission concernant l'ensemble des paramètres (DCO, DBO, MES, hydrocarbures, pH, température). Cette analyse est effectuée tous

<p>les ans.</p> <p>En revanche, aucune analyse n'a été effectuée en sortie du réseau d'eau pluviale potentiellement polluée.</p> <p>=> L'exploitant n'est pas en mesure de confirmer le respect des valeurs limites d'émission en sortie du réseau d'eau pluviale potentiellement polluée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Réseau de collecte des eaux pluviales (partie travail mécanique des métaux)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte des eaux pluviales (partie travail mécanique des métaux)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les eaux pluviales non souillées sont évacuées par un réseau spécifique ou traitées (recyclage, infiltration, etc.) conformément aux dispositions du SDAGE ou SAGE, s'il existe.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P16-442 (version 2007) ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente. Ces équipements sont contrôlés et curés (hydrocarbures et boues) régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan des réseaux de circulation des eaux pluviales de l'établissement fusionné a été communiqué et examiné lors de l'inspection.</p> <p>Trois points de rejet sont notamment identifiés, dont un associé à la partie du réseau correspondant au bâtiment accueillant les installations de travail mécanique des métaux. Cet exutoire n'est pas équipé d'un séparateur à hydrocarbure ou d'un dispositif de traitement équivalent.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des valeurs limites réglementaires pour les paramètres concernés par la réalisation d'une analyse des eaux pluviales rejetées potentiellement polluées.</p> <p>=> L'exutoire des eaux pluviales potentiellement polluées associé au bâtiment accueillant les activités de travail mécanique des métaux n'est pas équipé d'un séparateur à hydrocarbure ou</p>

<p>d'un dispositif de traitement équivalent.</p> <p>=> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des valeurs limites réglementaires pour les paramètres concernés par la réalisation d'une analyse des eaux pluviales rejetées potentiellement polluées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Plan des cuves de l'installation (traitement de surfaces)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan des cuves de l'installation (traitement de surfaces)</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan complété de sa chaîne de traitement de surfaces. Les cuves dédiées à cette installation y sont représentées avec leurs caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Connaissance des produits

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Entreposage et rétention des liquides</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2022

- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.

Constats :

L'exploitant présente le registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux qu'il détient.

Examen du registre précité : l'exploitant ne détient pas d'acide nitrique, de produit cyanuré, de produit contenant du chrome III ou VI.

Par sondage, l'exploitant présente la fiche de données de sécurité (FDS) associée à son produit phosphatant (révision 1 en date du 04/03/2020). Ce produit n'est pas associé à une mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372.

Visite de l'installation :

- le produit phosphatant est stocké dans les conditions prévues par sa FDS (dans un bâtiment, à l'abri de l'humidité et ventilé, dans des conditions permettant le respect des températures de stockage indiquées (0 à 40 °C)) ;
- les produits dangereux sont stockés dans des réservoirs qui portent le nom et les symboles de dangers associés à leur contenu ;
- les cuves de la chaîne de traitement de surfaces portent le nom et les symboles de danger associés aux produits qu'elles contiennent.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Capacité de rétention des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2004, article 3.1.7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage et rétention des liquides

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, elle doit en outre résister à l'action physique et chimique des fluides et pouvoir être contrôlée à tout moment.

Constats :

*Visite de la chaîne de traitement de surfaces :

- la chaîne de traitement de surfaces est placée dans une rétention d'une capacité totale de 66 m³ ;
- présence d'une cuve de 6 m³ et de deux cuves de 1,5 m³, ainsi que d'un stockage de produits dangereux associé à cette même rétention (moins de 1 m³). La capacité de rétention est donc suffisante ;
- la rétention précitée est constituée d'une fosse en béton armé dotée d'un revêtement à base de résine époxy. Toutefois ce revêtement est dégradé.

*Visite du stockage de produit phosphatant :

- présence de deux conteneurs de capacité 1 m³. L'un de ces conteneurs est vide ;
- ces réservoirs sont associés à une rétention métallique d'une capacité de 1 m³ (volume suffisant).

=> Au vu du revêtement à base de résine dégradé de la capacité de rétention en béton armé associée à la chaîne de traitement de surface, il convient que l'exploitant justifie le caractère étanche du dispositif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/06/2022

- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l' article L. 511-1 du code de l'environnement. [...]

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.

Constats :

L'exploitant a identifié les zones de danger existantes concernant l'atelier de traitement de surface et d'application de peinture et assuré l'affichage correspondant. En revanche cette identification et l'affichage associé n'ont pas été réalisés concernant l'atelier de travail mécanique des métaux.

=> L'identification des zones de danger et l'affichage associé n'ont pas été réalisés concernant l'atelier de travail mécanique des métaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2004, article 3.5.3.6

Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs

auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000.
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques de l'établissement ont été vérifiées par l'APAVE respectivement le 14 juin 2024 pour la partie traitement de surfaces et application de peinture et le 25 juin 2024 pour la partie travail mécanique des métaux.</p> <p>4 anomalies électriques ont été relevées pour la partie traitement de surfaces et application de peinture, dont une, constatée pour la 1ère fois en 2024, générant un risque d'incendie selon le certificat Q18 présenté. L'exploitant s'est engagé à réaliser l'action corrective qui convient avant la fin de l'année 2024.</p> <p>22 anomalies électriques ont été constatées pour la partie travail mécanique des métaux, dont six, toutes constatées pour la 1ère fois en 2024, générant un risque d'incendie selon le certificat Q18 présenté. Trois d'entre elles sont d'ores et déjà soldées. L'exploitant s'est également engagé à réaliser les actions correctives qui conviennent avant la fin de l'année 2024.</p> <p>L'exploitant a notamment expliqué que les anomalies électriques sont suivie par GMAO (gestion de maintenance assistée par ordinateur).</p> <p>=> Les installations électriques présentent des anomalies générant un risque d'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Moyen d'intervention / Ressource en eau en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen d'intervention / Ressource en eau en cas d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. - D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> - des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en oeuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation.</p>

<p>S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ; <p>indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais - implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.</p> <p>L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la fusion des deux entités API et HGP pour ne constituer qu'un établissement HGP, l'exploitant a fourni une étude D9 selon le guide de l'Ineris. cette étude a été réalisée par SOCOTEC le 18 octobre 2022, et actualisée en octobre 2024, pour intégrer la partie travail mécanique des métaux aux activités initialement prises en compte (traitement de surfaces et application de peinture).</p> <p>Il en ressort un besoin en eau, pour l'intervention en cas d'incendie sur l'ensemble de l'établissement fusionné, de 270 m3/h pendant deux heures, soit la nécessité de bénéficier d'une ressource en eau totale de 540 m3.</p> <p>L'exploitant a précisé que 4 bornes incendie se trouvent à proximité du site, sans être en mesure d'en préciser les débits simultanés. L'exploitant a précisé que ces informations seront prochainement récupérées auprès du gestionnaire du réseau, à savoir VEOLIA.</p> <p>Des extincteurs vérifiés annuellement sont également présents sur site, régulièrement répartis et signalés.</p> <p>=> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la disponibilité de la ressource en eau pour l'intervention en cas d'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Bassin de confinement (partie traitement de surfaces)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement (partie traitement de surfaces)</p>

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. [...]

Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment.

Constats :

Dans le cadre de la fusion des deux entités API et HGP pour ne constituer qu'un établissement HGP, l'exploitant a fourni une étude D9A selon le guide de l'Ineris. Cette étude a été réalisée par SOCOTEC octobre 2024, intégrant toutes les parties de l'établissement.

Le besoin en eau identifié pour intervenir en cas d'incendie étant, comme vu précédemment, de 540 m³, l'étude réalisée concernant les besoins en confinement conclut à la nécessité de la disponibilité d'un volume de confinement de 637 m³.

Pour ce faire, l'exploitant a présenté, pour la partie traitement de surfaces et application de peintures, un projet de mise en rétention du bâtiment à l'aide de batardeaux à mettre en place au niveau des 4 ouvertures du bâtiment. Le sol de l'établissement est équipé d'une dalle étanche, la chaîne de traitement de surface est également associée à une capacité de rétention de 66 m³.

L'exploitant a présenté un devis du 22 novembre 2024 de la société TESTA pour la finalisation du projet de mise sur rétention du bâtiment de traitement de surfaces et d'application de peintures (pour un montant de 13128 euros).

Il a également été confirmé la présence de trois obturateurs gonflables placés dans une caisse métallique à proximité des avaloirs du réseau d'eau pluviale du site permettant d'en assurer l'isolement en cas de sinistre, la présence, dans la caisse précitée, d'une procédure décrivant les modalités de mise en œuvre desdits équipements, et de panneaux au niveau des avaloirs indiquant les emplacements à équiper d'obturateurs en cas de sinistre.

=> L'exploitant n'est pas en mesure de confiner la totalité des eaux d'extinction d'un incendie qui surviendrait sur la partie traitement de surfaces et application de peintures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Isolement du réseau de collecte (partie travail mécanique des métaux)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.11
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte (partie travail mécanique des métaux)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué précédemment, dans le cadre de la fusion des deux entités API et HGP pour ne constituer qu'un établissement HGP, l'exploitant a fourni une étude D9A selon le guide de l'Ineris. Cette étude a été réalisée par SOCOTEC octobre 2024, intégrant toutes les parties de l'établissement.</p> <p>Le besoin en eau identifié pour intervenir en cas d'incendie étant, comme vu précédemment, de 540 m3, l'étude réalisée concernant les besoins en confinement conclut à la nécessité de la disponibilité d'un volume de confinement de 637 m3.</p> <p>Si l'exploitant a justifié la présence de trois obturateurs gonflables placés dans une caisse métallique à proximité des avaloirs du réseau d'eau pluviale du site permettant d'en assurer l'isolement en cas de sinistre, l'exploitant n'a pas justifié de sa capacité à mettre en confinement la partie travail mécanique des métaux de l'établissement.</p> <p>=> L'exploitant n'a pas justifié de sa capacité à mettre en confinement la partie travail mécanique des métaux de l'établissement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois